

# Décoloniser le domaine des droits numériques en Europe :

## Une ébauche de projet

**Freedom Fund (DFF) et European Digital Rights (EDRi) vous invitent à réagir à cette ébauche de programme pour décoloniser le domaine des droits numériques en Europe.**

Ce document est le fruit d'un travail et processus de réflexion collectif qui a réuni 30 participant•e•s<sup>1</sup> issu•e•s des milieux de la justice sociale, raciale et des droits numériques sur une durée de deux ans, avec l'idée **d'aborder les dynamiques de pouvoir dans le domaine de la justice et de développer une vision pour des futurs numériques anticoloniaux.**

En tant que telle, cette esquisse n'est ni parfaite ni complète. C'est une ébauche du programme de décolonisation que nous souhaitons présenter dans des versions complémentaires au cours de l'année 2023. Ce programme est donc susceptible de changements et d'ajouts. Cette ébauche fera l'objet d'une série de consultations auprès de communautés, d'individus, de collectifs et d'organisations qui ne faisaient pas partie du processus initial. De la sorte, nous espérons critiquer, construire et développer ces premières idées, et souhaitons nous rapprocher d'un programme de décolonisation ambitieux, interpellant et fécond. Nous reconnaissons que - de fait comme nous définissons la décolonisation comme un processus - le programme final pourra faire l'objet d'une réévaluation voire même d'une redite après une certaine période de mise en œuvre.

Ce projet ainsi que le processus collectif qui en est à l'initiative sont le reflet du positionnement de ses participant•e•s. Nombre d'entre elle•eux ont un champ d'expérience en Europe et/ou exerce une activité clé sur des espaces décisionnels européens. Le processus est issu - et reste lié - au domaine des droits numériques, donc aux militant•e•s et aux organisations qui œuvrent à la valorisation, à la protection des droits des êtres humains et de la justice sociale à l'ère du numérique. En d'autres termes, il s'agit d'un domaine qui s'intéresse aux impacts des technologies numériques sur la vie en société mondialisée.

Ce document s'adresse à toute personne intéressée par la recherche de changements structurels dans le travail et l'organisation des droits numériques, avec pour objectif spécifique de s'assurer que le travail sert les communautés les plus affectées par les dommages numériques. Nous sommes dans l'attente des retours et réflexions des personnes actives dans un large spectre de disciplines, y compris les réflexions du secteur européen des droits numériques lui-même notamment quant à la manière dont il envisage son propre rôle dans la mise en œuvre et

---

<sup>1</sup> Ce document est le travail collectif de 30 participant•e•s issu•e•s du champ de décolonisation des droits numériques. Il ne s'agit pas d'une position officielle de l'EDRi ou de la DFF en tant qu'organisations hôtes du processus. Ce document a été rédigé par Laurence Meyer et Sarah Chander. Il a été revu et corrigé par le groupe de rédaction, composé d'Ali Khan, Asja Lazarević, Asli Telli, Cianán B. Russell, Luca Stevenson, Nakeema Stefflbauer, et Salmana Ahmed, ainsi que par Joel Hide, Ioana Barbulescu et Claire Fernandez, membres du personnel du DFF et de l'EDRi.

l'engagement d'un tel processus. Nous sommes impatient•e•s de vous lire et vous remercions d'avance pour vos commentaires.

L'ébauche de ce projet est structurée en trois sections :

1- **Décolonisation, les points de l'évolution du pouvoir** : de la manière dont nous concevons la décolonisation dans notre programme, son processus et en quelques mots la description du cheminement que nous développons pour mesurer l'évolution du pouvoir.

2- **Vers un programme général de décolonisation des droits numériques** : détail de ces contours, activités et du processus que nous proposons pour parvenir à un changement structurel dans ce domaine. Ces éléments sont organisés en quatre directions : (a) Imaginer à travers la recherche collective et en communauté (b) S'organiser à un niveau transnational (c) Réparer, redistribuer et soutenir ce mouvement et (d) Construire de la solidarité à travers l'entraide.

3- **Étapes à venir et plan de transition** : brève description des prochaines étapes de ce processus.

**A.I.**

**Co**

## **Comment comprendre la décolonisation ? Les contours des mutations de pouvoir.**

L'utilisation volontaire du terme de "décolonisation" à pour but d'insister sur le fait que les injustices et oppressions actuelles, alimentées par la technologie, trouvent leurs racines dans une histoire de domination, de colonisation et sont maintenues par des forces structurelles coloniales.

Notre objectif est d'initier un processus qui remette en question les causes structurelles de l'oppression afin d'œuvrer à la création d'un domaine des droits numériques œuvrant pour la justice pour tous et toutes en société.

Le contenu de ce programme s'appuie sur l'héritage de la pensée féministe noire, de la pratique de l'afro-futurisme, des processus de représentation anticoloniales, de la production de connaissances du Sud global, des concepts abolitionnistes de démantèlement et de réimagination, de l'éthique de l'organisation tenant compte des traumatismes, des réflexions critiques sur le financement et la philanthropie, et des contestations de l'extractivisme capitaliste. Nous considérons ce travail comme un projet de création sans précédent:

***"La décolonisation ne passe pas inaperçue, elle ne peut pas passer inaperçue ; elle change le monde, met fin au monde et crée le monde. La décolonisation est un processus historique qui détrône la pensée et les pratiques euro-occidentales en tant que norme et théodicée principale de l'existence."***

Dr Shay-Akil, « Décoloniser toutes les choses »

C'est un processus ambitieux et radical. Toutefois, ce processus existe au sein d'autres réalités qui dépassent notre vision et notre portée - les réalités de la prise de décision politique, de la philanthropie, des structures de la société civile et plus largement des structures porteuses d'oppression. *Comment saurions-nous alors que ce processus a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-contre ?*

*Quelles mesures utilisons-nous pour décoloniser les mutations du pouvoir ? Dans quel cadre avons-nous conçu ce programme jusqu'à présent ?*

Afin de reconnaître, analyser les mutations du pouvoir et pour coordonner la compréhension que l'on se fait de ces mutations, car elles peuvent prendre de nombreuses formes nous nous sommes concentré•e•s sur les trois éléments suivants dans l'élaboration de ce programme :

- le premier, étant celui de la guérison et les réparations, puis vient l'imagination, la transformation, le changement et enfin, la redistribution des ressources.

- **La guérison et les réparations**, nous entendons que tous les processus de décolonisation doivent s'engager dans des réparations matérielles et symboliques claires envers les communautés et les terres qui ont été historiquement volées et exploitées par la dynamique coloniale. Nous reconnaissons également que le colonialisme et la colonialité produisent des traumatismes et des morts prématurées et que pour dépasser ce cadre violent, toutes les pratiques anticoloniales doivent donc reposer sur une base de guérison.
- **Imaginer, transformer, changer**, nous entendons que la colonisation a tué de nombreux mondes, ainsi que la possibilité de les imaginer ou de les convoquer notamment par le biais du souvenir. Décoloniser signifie donc nécessairement imaginer des points d'entrée dans de nouveaux mondes, en dehors du statu quo actuel, en testant, en échouant, en osant de nouveau ou en se réajustant avec délicatesse et/ou de façon soudaine.
- **La redistribution des ressources**, nous entendons que la colonisation a produit une inégalité structurelle d'accès aux ressources vitales et une relation destructrice avec les êtres sensibles et inanimés. Décoloniser signifie créer les conditions d'un accès équitable et respectueux de la vie aux ressources pour tous et toutes en changeant radicalement qui décide de l'accès aux ressources et la manière dont les ressources sont accessibles.

Nous utilisons fréquemment le terme "**transformateur**". Nous entendons par là **des processus capables de remettre en question la situation actuelle des choses et de créer, d'amplifier et/ou d'améliorer les espaces et pratiques alternatives, rendant ainsi obsolètes les réalités oppressives.**

Pour nous guider dans cette démarche visant à modifier radicalement les dynamiques de pouvoir, nous avons tenté d'en identifier les indices de changement. Certains mécanismes nous ont semblé porter en eux le moteur de ces changements:

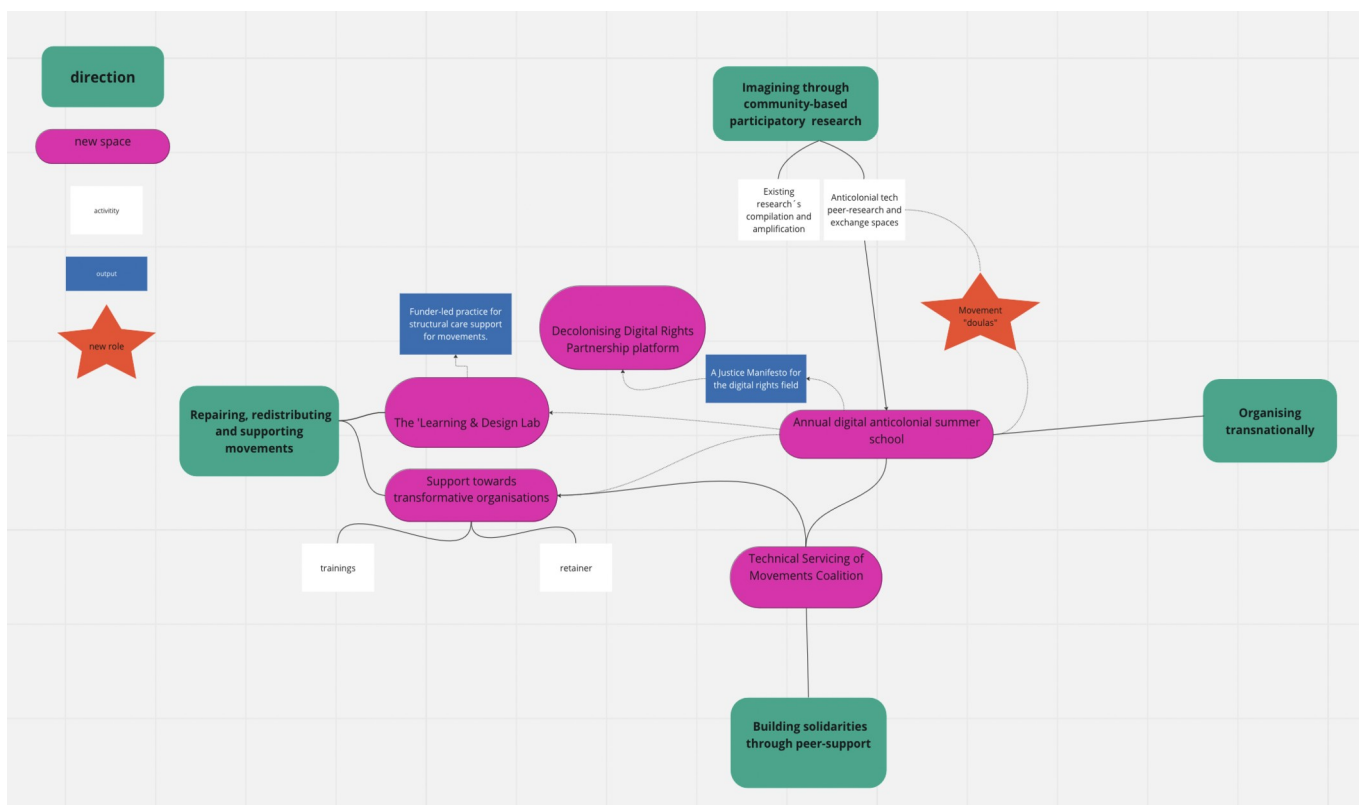
- L'évolution des rôles décisionnels vers des structures de pouvoir partagé (en matière de responsabilité, de structure salariale, de représentation, etc.)
- La reconnaissance et la compensation du travail émotionnel, de soins et de la charge supplémentaire que représente le travail de transformation pour les membres des communautés marginalisées.
- La mise en place de processus collectifs d'allocation des ressources ( axés sur le pouvoir de décider de l'affectation des fonds et de leur destination).
- L'existence de structures de responsabilité pour prévenir et réparer les oppressions structurelles.
- L'existence de processus visant à garantir que le travail soit bien alimenté par la communauté et centré sur elle (centré sur l'expérience vécue et l'expertise de la communauté).
- L'engagement dans des processus visant à développer le pouvoir indépendamment des institutions oppressives.

Il est probable qu'il y ait beaucoup plus de mécanismes moteurs de ces mutations du pouvoir à identifier et, à ce titre, un point plus complet sur les changements de cadres du pouvoir est l'un des éléments que souhaite développer ce programme.

## II. Créer un nouvel écosystème : Les grandes lignes de décolonisation du domaine des droits numériques

Le programme de décolonisation du domaine des droits numériques en Europe est pensé comme un cycle où toutes ses parties se nourrissent les unes les autres pour créer un écosystème, cet écosystème permet l'émergence de nouvelles questions, de nouveaux besoins et de nouvelles réponses. Ce format reconnaît que la décolonisation est un processus et met l'accent sur la valeur expérimentale et admet la possibilité d'échec comme étant un moyen comme un autre de progresser, de créer de la multiplicité, ainsi que d'agir sur la mise en valeur des modes collectifs de pensée, de décision, de création et d'action.

### Décoloniser le domaine des droits numériques en Europe, un écosystème :



Bien qu'il ne s'agisse pas d'un espace fini ou d'un "objectif final" en soi, l'écosystème est un espace constitué d'organisations (école, laboratoire, groupes d'échange entre pair•e•s), de coalitions/collectifs (doulas, échange de compétences technologiques) et d'outils/productions communautaires (manifeste, registre, etc.). Ci-dessous, nous structurons ces éléments selon les quatre directions générales que nous avons identifiées comme importantes à garder à l'esprit lors de la navigation dans cet écosystème.

- Imaginer grâce à la recherche collective et communautaire
- S'organiser au niveau transnational
- Réparer, redistribuer et soutenir le mouvement

- Construire des solidarités par le soutien des pair•e•s

Pour apporter un changement transformateur, développer des outils et du contenu adapté, ce programme de décolonisation cherche à souligner l'importance des mouvements, ainsi il mettra au cœur de son activisme des **espaces pour l'organisation transnationale et l'université d'été numérique anticoloniale (DASC)**.

Dans l'idée de renverser l'agenda politique de l'actuel domaine des droits numériques et en vue de définir les priorités du domaine des droits numériques qui soutiennent les mouvements et les communautés les plus touchées par l'extraction, la surveillance et la discrimination numériques, un manifeste de justice numérique émergera de l'université d'été.

Nous considérons que le changement structurel doit être guidé par des dispositifs **d'imagination à travers une recherche collective et en groupe. Grâce à leur méthodologie** participative et centrée sur la communauté, leurs recherches viseront à renforcer la construction de cette communauté et à s'assurer que le travail relationnel soit au cœur de toute connaissance produite. Cela permettra d'établir des liens et de travailler sur le long terme avec les participant•e•s de la DASC. La recherche participative centrée sur le groupe alimentera également les sessions consacrées à la mise en place de partenariat, à l'apprentissage et aux besoins, ainsi qu'à la définition annuelle des priorités en matière d'organisation et de programme pour la direction du travail et la coordination des bénéficiaires... Autant d'éléments identifiés comme fondamentaux par l'université d'été numérique anticoloniale et qui méritent notre attention. C'est en termes de soutien aux mouvements de redistribution, de réparation, de guérison et contre l'oppression que cette recherche devrait approfondir la manière dont le changement structurel dans le domaine des droits numérique peut se produire.

Pour s'assurer que les communautés et les mouvements les plus affectés soient activement soutenus, nous formulons plusieurs axes de propositions autour de **la réparation, de la redistribution et du soutien à ces mouvements**.

Pour entreprendre un changement structurel dans l'allocation de ressources sur le terrain:

- **Le laboratoire d'apprentissage et de conception**. Il offrira un espace permanent d'apprentissage et obligera le système philanthropique à rendre compte de son action en faveur des mouvements qui recherchent un changement radical. Diverses formes de soutien sont proposées pour améliorer les ressources des mouvements qui résistent à l'oppression dans l'espace numérique, ce laboratoire souhaite également initier de nouveaux mouvements.

- **Les doulas du mouvement** (qui façonnent également le DASC) travailleront à cartographier et aider les nouveaux mouvements à se connecter aux questions numériques, ainsi qu'à l'émergence de nouvelles connexions et pistes potentielles.

Enfin, nous concluons notre programme en traçant des axes visant à construire des **solidarités à travers le soutien pair•e•s par pair•e•s**, en particulier par l'utilisation des ressources et des compétences déjà existantes dans de nombreux mouvements. Nous mettrons en partage des outils sur l'activisme, la façon dont les questions numériques peuvent être source d'empouvoirement lorsqu'elles sont façonnées par des communautés basées sur des principes de solidarité et d'entraide, nous mettrons en partage des outils pour que ceux et celles qui ont accès aux compétences et aux ressources (technologies de transformation) puissent mieux servir les mouvements contre l'oppression. Ces connexions seront également encouragées au DASC et via une plateforme de partenariat.

# I. Imaginer à travers le collectif, une recherche centrée sur la communauté

Pour étudier à la fois la manière dont les méfaits technologiques sont ancrés dans la colonialité, la manière dont ils se manifestent, et pour explorer les moyens de résistance anticoloniales et réimaginer les mondes que nous voulons, des recherches sont nécessaires.

Lorsque nous parlons de recherche, plutôt que de produits de connaissances statiques et linéaires, nous parlons de processus participatifs de production de connaissances qui sont dirigés par ces groupes et qui font partie de l'adn de ces communautés en question, ainsi nous imaginons une ligne de recherche centrée sur et orchestré par la communauté en deux étapes :

**1. Inventaire et développement de l'axe de recherche existant**, via différents moyens de publication tels qu'un catalogue en ligne, la production de contenus thématiques et de contenus audio et vidéo, en rendant leur propos le plus accessible possible. Aussi, dans certains des cas il s'agira également de les augmenter.

**2. Développer un processus de nouvelles lignes de recherches et de production** de connaissances pour combler les lacunes.



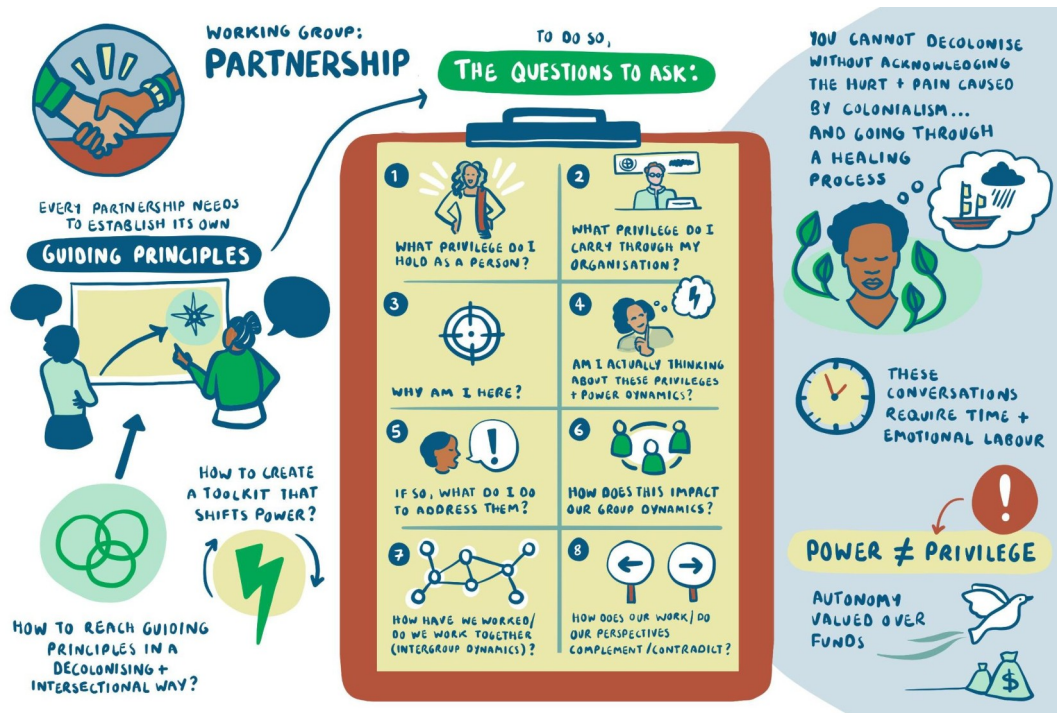
1. Nous avons identifié comme ce qui suit, les premiers domaines de projets de recherche dans lesquels l'inventaire et le développement de ces recherches existantes pourraient prendre place :

- **Cartographie des soutiens à la santé mentale transformatrice disponibles en Europe.** Les dynamiques coloniales étant avant tout l'affaire d'une crise sanitaire, ces dynamiques ont donc un impact sur notre santé physique et mentale. Ainsi, le lieu de travail peut souvent être un

espace de *mauvaise incidence* sur la santé (*physique et mentale*). En particulier pour les personnes issues de communautés marginalisées. Cela a également des conséquences sur la possibilité de rester à un poste, en particulier lorsque ce poste implique d'être un•e expert•e sur des sujets tels que la race, le genre, l'homosexualité, la pauvreté, le statut migratoire et la justice pour les personnes handicapées. Cet axe de recherche aura pour objectif de cartographier les ressources disponibles en Europe pour soutenir d'une manière qui tienne compte de ces traumatismes les employé•e•s des organisations qui participent à ce travail.

- **Recherche sur les racines coloniales** du financement des droits numériques en Europe. Plus précisément, il s'agirait d'explorer les racines coloniales et extractivistes des organismes de financement opérant dans le domaine des droits numériques en Europe et de présenter une série de recommandations sur la manière dont ces organismes pourraient fournir des réparations.
- **Registre des mouvements anticoloniaux, abolitionnistes et/ou transformateurs dans la Tech.** De nombreux mouvements, de nombreuses organisations et chercheur•euse•s organisent et créent déjà des pratiques et des réflexions autour des technologies numériques dans des cadres anticoloniaux, abolitionnistes et/ou transformateurs. Ce registre visera à amplifier leur portée et à soutenir leur archivage.
- **Développement d'un indice pour la décolonisation.** Un indice pour la mutation du pouvoir pourrait être développé par les activistes, les communautés et les collectifs en matière de justice raciale, économique, sociale et numérique. Cet indice servira d'outil d'auto-évaluation pour les organismes financiers, la société civile et autres acteur•ice•s lors de la mise en œuvre d'activités dans le cadre de ce programme de décolonisation, ou d'autres nouvelles initiatives, projets et partenariats visant à aborder et à démanteler les déséquilibres structurels en matière de pouvoir.
- **Mise en place d'un guide des partenariats transformateurs ainsi qu'une cartographie des partenariats transformateurs réussis.** Comment construire des alliances significatives portées sur la justice sociale, raciale et numérique ? Il s'agira d'une recherche et d'une évaluation menées par le groupe sur la manière dont les partenariats sont formés selon les principes d'une solidarité significative, d'une compréhension anticoloniale et féministe des formes multidimensionnelles d'oppression. En s'inspirant de pratiques de partenariat fructueuses, la recherche produira des lignes directrices communautaires qui serviront d'outil et d'ensemble de réflexions pour certains acteur•ice•s cherchant à construire des partenariats avec d'autres mouvements, en particulier dans des circonstances où il y a un déséquilibre de pouvoir (par exemple en termes d'accès aux ressources) entre les organisations impliquées.





2. Le programme prévoit également de nouveaux espaces dédiés à la connaissance communautaire **par le biais d'espaces de recherche, d'échange et de production de technologies anticoloniales**. Ces espaces permettront de produire des connaissances communautaires sur des thèmes clés de la justice numérique, avec les organisations des communautés concernées qui détermineront l'étendue de cette recherche, la forme qu'elle prendra et veillera à la production d'un contenu approprié. Les participant•e•s seront rémunéré•e•s pour leur temps d'ouvrage et ces espaces ne seront pas des ateliers ponctuels mais créeront plutôt de multiples points de rencontre pour une réflexion et des échanges continus à un rythme permettant à différents groupes de participer. Il pourrait s'agir, par exemple, d'espaces féministes noirs ou roms, parmi beaucoup d'autres, dans lesquels les questions d'oppression économique, sociale et environnementale seraient explorées en relation avec la technologie. Le résultat final pourrait prendre différentes formes telles que des enregistrements audio, des fanzines, des vidéos, des textes courts ou même rien du tout. Ces espaces de recherche entre pair•e•s développeront des réflexions autour de la santé mentale, de la connexion et incluraient des temps de pratiques artistiques pour les participant•e•s.

## II. Une organisation transnationale.

1. **L'université d'été numérique anticoloniale.** Cette rencontre annuelle se concentre sur la manière de créer des liens solides et durables mais aussi de construire une communauté parmi ceux et celles qui contestent les préjugés numériques. Il s'agirait d'un rassemblement annuel élaboré collectivement, au cours duquel les organisations de justice raciale, sociale et économique établiraient l'ordre du jour du travail sur les droits numériques en termes d'impact sur leurs communautés, et plus particulièrement sur la manière de résister à l'oppression numérique.

Le rassemblement posera la question suivante et tentera d'y répondre : comment les droits numériques peuvent-ils être au service de la justice sociale, raciale et économique ? Quelles sont



les questions clés, les luttes et les visions qu'un mouvement de droits numériques centré sur les communautés marginalisées devrait privilégier ? Il permettra non seulement de se concentrer sur la manière dont le travail sur les droits numériques peut répondre aux besoins des communautés qui luttent pour la justice raciale et sociale, mais aussi de partager des connaissances sur les structures organisationnelles anti-oppressives, le financement féministe et les partenariats transformateurs. Le rassemblement serait spécifiquement conçu pour garantir que les membres des communautés marginalisées affectées par les préjudices numériques soient aux commandes et en position de garantir la résistance contre les préjudices numériques. L'événement permettra d'organiser des ateliers sur les pratiques transformatrices en matière d'organisation, de partenariat et de financement, et de discuter des priorités et des stratégies en matière de droits numériques.

2. Un manifeste pour la justice dans le domaine des droits numériques. Les participant•e•s à l'Université d'été numérique anti-coloniale (voir point précédent) développeront et publieront un manifeste commun sur les questions numériques afin d'exposer leur vision positive de la justice numérique. Ce manifeste serait utile pour engager les organismes financiers, les décideur•euse•s politiques et la société civile dans le domaine des droits numériques, en soulignant les problèmes et les solutions identifiées par les participant•e•s à l'université d'été numérique anti-coloniale.

3. Mise en place d'une plate-forme de partenariat pour la décolonisation des droits numériques. Cette plateforme rassemblerait des informations et faciliterait la collaboration, la participation à des événements futurs, la redistribution des ressources dans le domaine des droits numériques. Elle informera les collectifs et les individu•e•s, en particulier ceux et celles qui ne font pas partie du domaine traditionnel des droits numériques, des possibilités de soutien ou de collaboration dans le domaine existant, de l'ouverture des ressources, de l'expertise et de la solidarité, ainsi que de la mise en œuvre des activités définies dans ce programme de décolonisation. Il leur offrira un espace pour poser leur candidature afin de faire partie des initiatives que nous détaillerons dans le programme, et en externe.





### III. Réparer, redistribuer et soutenir les mouvements

1. **Pratique dirigée par les financeurs en matière de soutien structurel aux mouvements.** Les organisations de financement participantes au laboratoire d'apprentissage et de conception élaboreront et publieront un ensemble de lignes directrices à l'usage des communautés sur la manière dont elles s'engageront à soutenir leurs bien-être, l'accès à l'équité au travail, ces lignes directrices s'adresseront aux communautés marginalisées et les personnes ayant des besoins spécifiques en raison d'inégalité structurelle. Il s'agirait notamment de mettre à disposition des fonds et des processus adéquats pour renforcer l'infrastructure d'accessibilité, le financement de l'aide aux soins, l'accès aux espaces de prière, la garde d'enfants, les frais de santé, y compris l'aide à la santé mentale, le soutien à l'accès aux services spécifiques à la question du genre, l'aide aux soins tenant compte des traumatismes, l'aide au revenu pour les militant•e•s...



2. Le "Learning & Design Lab" (LDL) viserait à offrir un espace aux organismes de financement, aux bénéficiaires et aux experts communautaires de mouvements plus larges pour travailler ensemble afin d'apprendre, concevoir et piloter de nouvelles approches de la répartition des richesses et d'autres formes de pouvoir, mais aussi pour financer durablement les priorités et les activités autodéterminées des communautés touchées par ces décisions de financement.

Les objectifs du LDL seraient d'affiner le rôle et l'engagement dans la relation qu'entretiennent les financements et leurs processus d'obtention pour éventuellement les réimaginer et démanteler les relations de pouvoir qui les composent. Plus précisément, nous imaginons que le LDL développera des méthodes pour réimaginer.. :

- Les procédures de demande (préfinancement), y compris le soutien infrastructurel pour faciliter l'accès (par exemple, au soutien linguistique et autres types d'accompagnement, etc.)
- Rendre plus participatif et relationnelle, la composition des institutions de financement, y impliquer une décentralisation significative du pouvoir attribué aux communautés.
- La relation et la dynamique après le financement (par exemple, l'abandon du financement) (les après du financement).
- L'apprentissage et l'évaluation de l'impact (avant, pendant et après le financement) ces derniers sont mutuellement bénéfiques et peuvent être intégrés de manière pratique dans la prise de décision future à tous les niveaux (pour les organismes qui financent les organisations et les mouvements)
- Aussi des formes de soutien non monétaire (pendant l'accompagnement et après celui-ci), par exemple un réseau, des compétences, un renforcement des capacités, des technologies et des outils.

**3. Les doulas<sup>2</sup> du mouvement facilitent la connexion entre la justice sociale et les droits numériques.** Notre travail de conception a mis en évidence le fait que de nombreux liens entre les droits numériques et la justice sociale sont apparus lorsque des personnes ou des organisations clés ayant une expérience en matière de justice sociale ont travaillé pour établir des liens avec des groupes numériques. Les doulas du mouvement joueraient un rôle important en jetant des ponts entre les organisations communautaires et les organisations de défense des droits numériques, et en développant de nouveaux réseaux/canaux d'échange thématique, en mettant l'accent sur les questions de justice sociale plutôt que sur la technologie en tant que telle. Les doulas seraient des postes financés, ou des personnes, ou des organisations ayant de l'expérience dans des espaces de justice sociale spécifiques et travailleraient à forger des alliances entre les droits numériques et les mouvements de justice sociale, en particulier aideraient les organisations de justice sociale à développer leur travail sur les questions numériques, et la façon dont ces questions affectent leurs communautés.

**4. Soutien aux organisations transformatrices.** Seules les organisations durables dotées d'expérience et de pratiques ancrées dans des connaissances et une expertise antiracistes, transféministes solides, anti-oppressives et transformatrices, pourront créer des lieux de travail capables d'apporter des changements structurels durables en matière de décolonisation. Toutes les organisations sont différentes, notamment en termes de taille, de budget, de structure, de politiques existantes, de types de donateurs et d'objectifs ciblés. Pour en tenir compte, et pour toute organisation ou collectif, chaque processus de décolonisation doit être individualisé. Il prendra la forme d'une série d'espaces de formation et de soutien *pair•e•s par pair•e•s*, ainsi que d'une rémunération. En tant que tel, le programme propose un dispositif de renforcement des capacités et de développement organisationnel, dirigé par un•e facilitateur•euse externe. Ce soutien sera principalement axé sur les besoins des organisations en termes de justice raciale, sociale et économique travaillant sur les questions de droits numériques, mais serait bénéfique pour toutes les organisations engagées dans un changement transformateur. Le processus comprendra des conversations sur :

---

<sup>2</sup> Le mot "doula" vient du grec ancien et signifie "une femme qui sert" ou "une femme qui s'occupe de quelqu'un". Le mot et la pratique se sont développés depuis, et sont aujourd'hui utilisés pour désigner les travailleuses de la naissance non cliniques qui sont formées pour apporter un soutien physique, émotionnel et informatif aux femmes enceintes pendant les périodes prénatale, de naissance et postnatale. Les doulas sont généralement répertoriées dans le contexte des pratiques communautaires de soins de santé et de soutien. Le groupe de travail programmatique a utilisé le terme de doula pour désigner les personnes ou les groupes qui aident le mouvement à grandir et à se développer, en particulier aux intersections de la justice numérique et sociale.

1. La gestion et leadership
2. Les politiques de ressources humaines et manuelles du personnel, y compris les politiques en matière de rémunération, de congés et d'aide aux personnes dépendantes
3. Infrastructures de responsabilisation au sein des organisations
4. Partage du pouvoir, prise de décision et construction du consensus
5. Santé mentale et bien-être

## IV. un réseaux de *pair•e•s en pair•e•s*

### *Pour co-construire la solidarité*

1. **Service de maintenance pour le bon fonctionnement des mouvements collectif.** Créer une alliance de personnes ayant des compétences techniques et numériques dans les espaces de droits numériques afin d'organiser et d'offrir un soutien et des formations aux mouvements de justice sociale de base. Il pourrait s'agir d'un soutien à des projets à court et à long terme, proposés en solidarité avec d'autres mouvements de justice. Ces partages de compétences pourraient être publiés sur la plateforme en ligne (voir section II) et le soutien offert pourrait inclure la construction et la maintenance de cette plateforme en ligne.

## III. Prochaines étapes et transition

De nombreux éléments manquent dans cette ébauche, et nous espérons développer et façonner ce programme au cours des conversations de consultation avec une communauté de personnes plus large. Nous considérons que la construction d'un programme de décolonisation est itérative et collaborative, c'est pourquoi nous examinerons et intégrerons les retours et avancées de ce programme, à celui-ci sur plusieurs temporalités.

Nous nous engageons et travaillons avec les principa/aux•les• participant•e•s au processus ainsi qu'avec les nouve•lles/aux contributeur•ice•s que nous engagerons en cours de route.

Au-delà des consultations et pour que la mise en œuvre et l'appropriation collective de ce travail puissent se faire. Nous travaillerons sur le long terme à l'élaboration d'un plan de transition. Nous espérons que les fruits de cette conception collective pourront continuer d'impliquer davantage de communautés et d'organisations, en particulier celles qui sont les plus touchées par la discrimination, la surveillance et l'extraction numériques.

Bien que l'EDRi et le DFF souhaitent être impliqués dans la mise en œuvre du programme, ces organisations sont de nature très différentes et, compte tenu de leur pouvoir et de leur position sur le terrain, elles ne sont peut-être pas les mieux placées pour diriger à long terme, ce processus. Nous savons que les organisations qui ont une longue expérience, des connaissances et pratiques étendues en matière de travail organisationnel anticolonial, antiraciste, queer, transféministe et anticapitaliste sont les mieux placées pour faire avancer les choses.

## Référencement et engagements



Lors des consultations, nous nous engageons à honorer le temps et les connaissances partagés par les contributeur•ice•s tout en proposant de dédommager ceux et celles qui entament une conversation avec nous, nous nous engageons à citer de manière transparente les personnes qui ont contribué•e•s au développement continu du programme.

Dans le même ordre d'idées, nous demandons à ceux et celles qui lisent cette ébauche de prendre compte que les idées qu'elle contient sont le fruit de deux années de travail collectif de la part des participant•e•s au processus. C'est pourquoi nous demandons que ce document soit crédité en référence lorsqu'il est utilisé.

## Influences et inspirations

Nos influences et nos inspirations pour ce projet de programme sont nombreuses et variées. Nous mentionnerons ci-dessous quelques-unes des nombreuses ressources auxquelles nous avons fait appel tout au long du processus.

## Bibliographie courte

J. Khadijah Abdurahmanm "A body of work that cannot be ignored" (2021) Logic Magazine, Beacons Issue.

Shay Akil McLean, "Decolonization: What Ought To Be", Decolonise All The Things

Kaswar Ali "the logics of digitisation: race, cyberspace and digital settler colonialism" (2021) Journal of Global Indigeneity

Pollicy, "Automated Imperialism, expansionist dreams (digital extractivism)"

Myriam Aouragh, Seda Gürses, Helen Pritchard, Femke Snelting "The extractive infrastructures of contact tracing apps" (2020) Journal of Environmental Media

Irmgard Emmelhainz, "Decolonization as the horizon of political action", e-flux

AI Decolonial Manyfesto: <https://manyfesto.ai/>

Seeta Pena Ganghadharan and Jędrzej Niklas, "Decentering technology in discourse on discrimination" (2019) Information, Communication & Society

bell hooks "Teaching to transgress"

Eric Ritskes, "What is decolonization and why does it matter?", Intercontinental Cry (2012)

Community Defense: Sarah T. Hamid on Abolishing Carceral Technologies – Logic Magazine

Tuck, Eve, and K. Wayne Yang. "Decolonization Is Not a Metaphor". Decolonization: Indigeneity, Education & Society 1, no. 1 (8 September 2012).

Whose Knowledge et al., "Our Stories, Our Knowledges: The full series" (2018)

INCITE! Women of Color Against Violence, "The Revolution Will Not be Funded" (2017)

Black feminist fund, "Funding Black feminist movements"

Astrae, "Technologies for liberation, towards abolitionist futures"

Hope Chigudu, Rudo Chigudu " Strategies for Building an organization with a soul"

In particular, much of our process was shaped by the leaders of our peer-learning sessions:

[Trauma-informed Organising](#), led by Lorraine Maher and Uwayo Dushime

[Abolitionist Technology and Visions from the Global south](#), led by Chenai Chair, Imani Mason Jordan, and Thenmozhi Soundararajan

Decolonial Practices and Decolonial Leadership, led by Anasuya Sengupta and Coumba Touré

The Revolution will not be funded, led by Renee Hatcher and Mukasa\*